



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION  
DES ARCHIVES

Dossier pédagogique

# La fin de l'URSS, 1989-1991



# Présentation

## Niveaux concernés

- Classes de 3<sup>e</sup>, première et terminale générales et technologiques, terminale professionnelle.

## Objectifs disciplinaires

- Cf. fiches enseignant.

## Organisation du dossier

- Trois fiches correspondant à chaque niveau (collège, lycée, lycée professionnel) ; la chronologie et les cartes permettent d'exploiter le dossier documentaire qui suit.

## Sources

- Archives de l'ambassade de France en URSS (448PO/B), conservées au Centre des Archives diplomatiques de Nantes.

Ce dossier peut être utilisé en classe ou lors d'une séance aux Archives diplomatiques. Des activités pédagogiques basées sur ce corpus de documents peuvent être proposées par le service éducatif.

Dossier conçu par le service éducatif du Centre des Archives diplomatiques de Nantes (Caroline Cazaban-Mazerolles, Thomas Doublier, Éric Lechevallier, Frédéric Leroux), avec la contribution de Mme Frédérique Ménard (professeur au lycée La Perverie, Nantes).

# 1. Fiche enseignant : collège

## Niveau concerné

Classes de 3<sup>e</sup>.

## Objectifs disciplinaires

- **Histoire.** Thème 2 : le monde depuis 1945.
- Un monde bipolaire au temps de la guerre froide : enjeux et conflits dans le monde après 1989.

## Pistes pédagogiques

- **Repères historiques** : Guerre froide, 1947-1991 ; 1989 : chute du mur de Berlin ; 1989-1991 : fin de la Guerre froide ; 1991 : fin de l'URSS.
- **Personnage** : Mikhaïl Gorbatchev.
- **Repère géographique** : carte du monde bipolaire entre 1947 et 1991 ; carte de la dislocation de l'URSS et de la Communauté des États indépendants (CEI).
- **Vocabulaire** : Guerre froide, bipolarisation, glasnost, perestroïka.
- **Compétences à travailler** :
  - se situer dans le temps et dans l'espace ;
  - comprendre un contexte historique ;
  - présenter, analyser et comprendre des documents ;
  - extraire des informations pertinentes ;
  - rédiger pour structurer sa pensée.

## Exploitation pédagogique des documents

**Doc. 3.** 27 novembre 1990. Compte-rendu d'entretien au ministère des Affaires étrangères.

| Position de la Banque centrale allemande sur l'assistance à l'Union soviétique et aux pays d'Europe orientale (448PO/B/1418).

**Doc. 5.** 19 août 1991 à 10 h 59. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

| Destitution de M. Gorbatchev et proclamation de l'état d'urgence.

**Doc. 11.** 19 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

| L'ancienne Union et la nouvelle Communauté à la veille du sommet d'Alma-Ata.

**Doc. 12.** 23 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Budapest.

| Fondation de la Communauté des États indépendants : réactions hongroises.

**NB** : Les documents proposés ne peuvent être utilisés en l'état par des collégiens. En fonction des compétences des élèves dont il a la charge, le professeur sélectionnera les éléments les plus pertinents dans les documents proposés.

### Activité proposée

En 1992, vous êtes conseiller diplomatique auprès du président de la République française qui vous charge de rédiger une note à l'aide des documents transmis par le ministère des Affaires étrangères et des ambassades de France en Europe orientale (Russie comprise). Dans cette note, vous rappelez le contexte de la chute de l'URSS, les acteurs en présence et la nouvelle situation géographique qui en découle.

## 2. Fiche enseignant : lycée

### Niveaux concernés

Classes de première et terminale générales et technologiques.

### Objectifs disciplinaires

→ **Tronc commun : terminale, histoire.**

— Thème 3 : les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991.

→ **Spécialité HGGSP : première.**

— Thème 2 : analyser les dynamiques des puissances internationales.  
— Axe 1, jalon 2 : Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un empire, la Russie depuis 1991.

### Problématique

→ De l'effondrement de l'Empire soviétique à la reconstruction de la Russie, sous le prisme de la question des nationalités.

### Exploitation pédagogique des documents

#### 1 - Pourquoi peut-on parler d'« impérialisme de l'URSS » ?

**Doc. 1.** 24 août 1989. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

Le 23 août dans les pays baltes.

50<sup>e</sup> anniversaire du Pacte germano-soviétique : commémoration par les pays baltes du « deuil de leur indépendance » en 1940. Appel au départ des troupes soviétiques. La Glasnost rend possible la diffusion dans les médias des manifestations.

**Doc. 2.** 21 décembre 1989. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Situation politique dans les pays baltes.

Élections du 10 décembre 1989 : apparition du multipartisme et indépendance des partis communistes baltes vis-à-vis de Moscou, montée du nationalisme (utiliser le 1<sup>er</sup> paragraphe).

**Doc. 4.** 29 janvier 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

Affaire balte. Message du Premier ministre estonien à M. le Premier ministre.

Référence à l'intervention armée de l'URSS à Vilnius et au siège de la télévision.

**Doc. 10.** 4 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Helsinki.

Politique estonienne de défense, ouverture vers l'Occident et crainte de représailles russes. Références au pacte de Varsovie et à la domination de l'URSS (utiliser les quatre 1<sup>ers</sup> paragraphes)

#### 2 - L'effondrement de l'URSS

**Doc. 7.** 26 août 1991. Télégramme de consulat général de France à Kiev.

Acte d'indépendance de l'Ukraine.

**Doc. 8.** 23 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Visite de M. Laurent Fabius. Entretien avec M. Edouard Chevardnadzé.

Le ministre soviétique des Affaires étrangères E. Chevardnadzé confie à L. Fabius, président de l'Assemblée nationale, ses craintes sur l'instabilité de l'URSS et sur l'Ukraine.

### 3 - Vers une nouvelle Russie ?

**Doc. 12.** 23 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Budapest. Fondation de la Communauté des États indépendants : réactions hongroises.

| Avis de la Hongrie sur les conséquences de la conférence d'Alma-Ata créant la CEI ; évocation du rôle de l'Ukraine.

### Activité proposée

Vous êtes chargé ou chargée de mission au ministère des Affaires étrangères français en janvier 1992. Après avoir pris connaissance des archives reçues au ministère à Paris, en les contextualisant avec la chronologie, vous rédigez un rapport montrant comment la question des nationalités en URSS a mené en partie à sa dislocation. Vous pourrez suivre le plan indiqué. Ce rapport pourra être présenté à l'oral au ministre des Affaires étrangères.

# 3. Fiche enseignant : lycée professionnel

## Niveau concerné

Classes de terminale professionnelle.

## Objectifs disciplinaires

### → Terminale, histoire.

— Thème 1 : Le jeu des puissances dans les relations internationales depuis 1945.

### → Seconde, géographie.

— Lien possible avec le thème « Production mondiale et circulation des personnes, des biens, et des informations ».

## Problématique

→ 1991, une année charnière dans les rapports de puissance :  
la remise en cause de l'ordre mondial par la chute de l'URSS ;  
les ferments des conflits d'aujourd'hui.

## Exploitation pédagogique des documents

**Doc. 6.** 19 août 1991 à 13 h 02. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Destitution de M. Gorbatchev et proclamation de l'état d'urgence.

**Doc. 7.** 26 août 1991. Télégramme du consulat général de France à Kiev. Acte d'indépendance de l'Ukraine.

**Doc. 8.** 23 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Visite de M. Laurent Fabius. Entretien avec M. Edouard Chevardnadze.

**Doc. 9.** 28 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Bonn (RFA). Consultations franco-allemandes du 29 novembre. Ukraine et Yougoslavie.

**Doc. 11.** 19 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. L'ancienne Union et la nouvelle Communauté à la veille du sommet d'Alma-Ata.

## Activité proposée

Vous êtes journaliste dans un journal français et vous êtes chargé, par votre rédaction, de vous intéresser à l'année 1991 pour éclairer la situation internationale actuelle. Pour ce faire, vous vous rendez au Centre des Archives diplomatiques de Nantes. Vos recherches se concentrent sur cinq documents d'archives qui vous permettent de rédiger l'article demandé.

- Dressez un constat de la situation de l'URSS au 19 août 1991. D'après vos connaissances que deviendra l'URSS par la suite ? (**Doc. 6**)
- Quelles sont les conséquences les plus perceptibles de l'effondrement de l'URSS ? Subsiste-t-il des traces de ces événements dans les relations internationales aujourd'hui ? (**Doc. 7 à 9**)
- Quels sont les territoires et les institutions politiques héritières de ces événements ? (**Doc. 11**)

- Quels sont les impacts de cet effondrement dans les rapports de puissance à l'échelle mondiale ? (**Ensemble des documents**)
- Pour conclure, vous pouvez vous questionner sur les conséquences, près de 30 ans plus tard, de ces événements sur la situation internationale actuelle. (**Doc. 6 à 9 et 11**)

## 4. Chronologie

**1986.** Mikhail Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste soviétique, initie la perestroïka.

**1989.** Les manifestations dans les démocraties populaires d'Europe centrale pour davantage de libertés aboutissent à la fin des régimes communistes.

**Mars 1990.** Création du poste de président de l'URSS. Mikhail Gorbatchev est élu pour 5 ans par le Soviet suprême de l'URSS.

**11 mars 1990.** La Lituanie est la première des républiques baltes à proclamer son indépendance.

**Mai 1990.** Boris Eltsine est élu président du Soviet suprême de Russie.

**Nov. 1990.** Lancement par Gorbatchev de négociations sur le traité de l'Union, qui définit les structures d'une union des républiques souveraines.

**11 janvier 1991.** Les troupes spéciales du ministère de l'Intérieur de l'URSS prennent d'assaut la tour de la télévision de Vilnius (Lituanie), 15 morts.

**Avril 1991.** Gorbatchev préconise une union des neuf républiques (Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan et Ukraine) décidées à collaborer dans un cadre fédéral rénové.

**19-21 août 1991.** Putsch de l'aile conservatrice du Parti communiste soviétique contre Gorbatchev. Après son échec, le pouvoir de Boris Eltsine s'accroît. Le Parti communiste est interdit en Russie.

**8 décembre 1991.** Après de multiples déclarations d'indépendance et le rejet d'un nouveau projet de traité d'union présenté par Gorbatchev, B. Eltsine ainsi que les dirigeants de l'Ukraine et de la Biélorussie, signent les accords de Minsk, qui constatent « que l'URSS [...] a cessé d'exister en tant que réalité politique ».

**21 décembre 1991.** La conférence d'Alma-Ata (Kazakhstan) fonde une Communauté des États indépendants (CEI), sans autorité fédérale, qui regroupe 11 des 15 républiques souhaitant coopérer dans les domaines politique, économique, culturel, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, de la science et du commerce.

**24 décembre 1991.** La Russie prend la suite de l'URSS comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

## 5. Documents

**Doc. 1.** 24 août 1989. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Le 23 août dans les pays baltes ([448PO/B/1328](#)).

**Doc. 2.** 21 décembre 1989. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Situation politique dans les pays baltes ([448PO/B/1328](#)).

**Doc. 3.** 27 novembre 1990. Compte-rendu d'entretien au ministère des Affaires étrangères. Position de la Banque centrale allemande sur l'assistance à l'Union soviétique et aux pays d'Europe orientale ([448PO/B/1418](#)).

**Doc. 4.** 29 janvier 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Affaire balte. Message du Premier ministre estonien à M. le Premier ministre ([448PO/B/1328](#)).

**Doc. 5.** 19 août 1991 à 10 h 59. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Destitution de M. Gorbatchev et proclamation de l'état d'urgence ([448PO/B/1326](#)).

**Doc. 6.** 19 août 1991 à 13 h 02. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Destitution de M. Gorbatchev et proclamation de l'état d'urgence ([448PO/B/1326](#)).

**Doc. 7.** 26 août 1991. Télégramme de consulat général de France à Kiev. Acte d'indépendance de l'Ukraine ([448PO/B/1326](#)).

**Doc. 8.** 23 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. Visite de M. Laurent Fabius. Entretien avec M. Edouard Chevardnadze ([448PO/B/1325](#)).

**Doc. 9.** 28 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Bonn (RFA). Consultations franco-allemandes du 29 novembre. Ukraine et Yougoslavie ([448PO/B/1418](#)).

**Doc. 10.** 4 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Helsinki. Accréditation de l'attaché de défense auprès du chef d'état-major des forces estoniennes ([448PO/B/1329](#)).

**Doc. 11.** 19 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou. L'ancienne Union et la nouvelle Communauté à la veille du sommet d'Alma-Ata ([448PO/B/1325](#)).

**Doc. 12.** 23 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Budapest. Fondation de la Communauté des États indépendants : réactions hongroises ([448PO/B/1328](#)).

**Doc. 13.** Carte de l'URSS en 1991 ([CIA](#), [Wikimédia commons](#)).

**Doc. 14.** Carte de la CEI en 1994 ([CIA](#), [Wikimédia commons](#)).

Doc. 1. 24 août 1989. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

24 8 11-1

TD MOSCOU 5193

24/08/89 19H31

No 17633

DEPART

1 2 3 4 5 XX

TD MOSCOU 5193

LE 24 AOUT 1989

ROUTINE

CHIFFRE

NB : FICHE TELEGRAPHIQUE

AD DIPLOMATIE 5193

CQ BELGRADE 330

CQ BERLIN 347

CQ BONN 488

CQ DFRA BRUXELLES 49

CQ RPA BRUXELLES 382

CQ BUCAREST 340

CQ BUDAPEST 347

CQ LONDRES 530

CQ DFRA NEW YORK 166

CQ PEKIN 150

CQ PRAGUE 340

CQ SOFIA 341

CQ TOKYO 144

CQ VARSOVIE 348

CQ WASHINGTON 588

CQ STOCKHOLM 26

CQ HELSINKI 26

TXT

OBJET : LE 23 AOUT DANS LES PAYS BALTES.

/MOTS-CLEFS : URSS, BALTIQUE, LETTONIE, ESTONIE, LITHUANIE//

JE ME REFERE A MES TD 5161 ET 5162.

A L'OCCASION DU 50 EME ANNIVERSAIRE DU PACTE GERMANO-SOVIETIQUE, LES MOUVEMENTS POPULAIRES D'ESTONIE, DE LETTONIE ET DE LITHUANIE ONT COMMEMORE HIER COMME PREVU LE DEUIL DE LEUR INDEPENDANCE. L'IMPORTANCE DES RASSEMBLEMENTS, COMME LA FEINTE SERENITE DES COMMENTAIRES OFFICIELS SOVIETIQUES, CONDUIT A S'INTERROGER SUR LE SENS A ACCORDER A CE SUCCES SANS PRECEDENT DU COURANT NATIONALISTE.

1 - LE DEROULEMENT DES MANIFESTATIONS, COORDONNEES PAR LE NOUVEAU CONSEIL BALTE DES TROIS FRONTS POPULAIRES, A CONFIRME, S'IL ETAIT BESOIN, LA FORCE DE CEUX CI ET, DU COTE DU POUVOIR LOCAL, LA MAITRISE PARFAITE DE LA SITUATION. LA CHAINE HUMAINE, APPELEE DE FACON SYMBOLIQUE 'LA VOIE BALTE', S'EST FORMEE APRES LE TRAVAIL, A PARTIR DE 18 H 30 POUR RELIER VILNIUS A TALLINN VIA RIGA ENTRE 19 H ET 19 H 15. CONTROLEE PAR MESSAGES RADIO, ELLE MENAGEAIT DES PASSAGES POUR LES VEHICULES ET LES TRAINS. POUR EVITER TOUT INCIDENT, LES ORGANISATEURS AVAIENT RENONCE A PROLONGER LA 'VOIE BALTE' JUSQU'A LA FRONTIERE POLONAISE.

DANS LES RUES PAVOISEES DE DRAPEAUX NOIRS OU AUX COULEURS NATIONALES, TANDIS QUE LES EGLISES SONNAIENT LE GLAS, DES MANIFESTATIONS DE MASSE ONT SUIVI, APPELANT ICI ET LA AU DEPART DES TROUPES SOVIETIQUES, A LA FIN DE L'OCCUPATION MILITAIRE ET DE L'INVASION DES MIGRANTS NON BALTES, A LA CHUTE DU POUVOIR COMMUNISTE. AU TOTAL, SELON LES DONNEES PEU SUSPECTES DE L'AGENCE TASS, LA JOURNEE A RASSEMBLE DES FOULES DE 500 000 PERSONNES EN LITHUANIE, DE 300 000 EN ESTONIE ET DE 250 000 EN LETTONIE, CE QUI RECOUPE LA DEMOGRAPHIE, MAIS SURTOUT LE DEGRE DE VITALITE DE LA MOBILISATION NATIONALISTE DANS CHACUN DES TROIS PAYS. LES RUSSOPHONES, CONVIES EUX AUSSI A DEFILER, SONT RESTES DANS LEURS FOYERS.

LES DISCOURS DES DIRIGEANTS DES REPUBLIQUES ONT ETE DE TONALITE ASSEZ MODEREE. LES CHEFS DES FRONTS POPULAIRES, DE FACON PREVISIBLE, ONT ETE PLUS CATEGORIQUES, ET ONT BRANDI A VILNIUS (MON TD DE REFERENCE), MAIS AUSSI A TALLINN OU LE PROJET N'EST PAS ENCORE PRET, LE RECOURS POSSIBLE A UN REFERENDUM D'AUTODETERMINATION.

2 - CETTE DEMONSTRATION D'UNITE ET DE LIBERTE FORCE L'ETONNEMENT, SON DEROULEMENT LE RESPECT. LA POLICE N'EST INTERVENUE HIER SOIR NI A RIGA, NI A TALLINN, NI A VILNIUS, MAIS A MOSCOU, OU DEUX MILLE PERSONNES RASSEMBLEES, SELON LES RITES DE LA PLACE POUCHKINE, A L'APPEL D'ORGANISATIONS RADICALES - CETTE FOIS L'UNION DEMOCRATIQUE -, ONT AFFRONTÉ LES FORCES DE L'ORDRE. MAIS TOUT AUSSI SURPRENANTE PARAIT L'ATTITUDE DU POUVOIR CENTRAL (CF MON TD 4871).

LA TELEVISION A PRESENTE, GLASNOST OBLIGE, DES SEQUENCES DETAILLEES DES EVENEMENTS, MAIS EN RETRANCHANT DE L'ECRAN LES BANDEROLES ASSIMILANT FACISME ET COMMUNISME ET, DE LA BANDE SONORE, LES APPELS ANTISOVIETIQUES. LES COMMENTAIRES ONT REPRIS LE THEME DE L'ABSENCE TOTALE DE LIEN JURIDIQUE ENTRE LES DISPOSITIONS DES PROTOCOLES SECRETS ET L'INCORPORATION A L'URSS DES TROIS ETATS, EN Y JOIGNANT LES AVIS D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU, NOTAMMENT LE DIRECTEUR DU DEPARTEMENT D'HISTOIRE DU MID. LA PAROLE A ETE DONNEE A DES SPECIALISTES PRECONISANT PAR EXEMPLE LA CREATION DE NOUVELLES REPUBLIQUES FEDEREES, NOTAMMENT A PARTIR DES REPUBLIQUES AUTONOMES DE LA RSFSR, CE QUI CONDUIRAIT A REDUIRE LE POIDS RELATIF DES TROIS PAYS BALTES AU SEIN DE L'UNION DES 15 REPUBLIQUES ACTUELLES. AU TOTAL, ONT ESTIME LES CHRONIQUEURS AUTORISES, COMME SI TOUT OU PRESQUE N'AVAIT ETE DIT DEJA SUR LES BALTES ET PAR LES BALTES EUX-MEMES, 'IL SERAIT TEMPS DE SE DIRE LA VERITE, D'ABORDER LES QUESTIONS TOUCHANT LA COHESION DE LA FEDERATION' (PRAVDA DE CE JOUR).

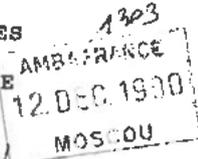
LE TON ADOPTE, LA PUBLICATION DESORMAIS REGULIERE DES REVENDICATIONS DES INDEPENDANTISTES, QUE LES MEDIAS BANALISENT OU DRAMATISENT SELON L'HUMEUR, NE MANQUENT PAS DE CREER DANS L'OPINION UN MALAISE, PLUS GRAVE ENCORE POUR LE REGIME, UNE ACCOUTUMANCE. VU DE MOSCOU OU DE KIEV, LES PEUPLES BALTES SEMBLENT APPLIQUER LA FORMULE CELEBRE D'UN OPPOSANT POLONAIS DANS LES ANNEES 1970 : 'VIVONS COMME SI NOUS ETIONS LIBRES'. SI LA SINGULARITE TOTALE DE LA LETTONIE, DE L'ESTONIE ET DE LA LITHUANIE N'A JAMAIS FAIT DE DOUTE DANS LES ESPRITS, ICI COMME A LA PERIPHERIE, LA COMMUNAUTE DES DESTINS PARAISSE JUSQUE LA ACQUISE DE LA MER NOIRE A LA BALTIQUE, ET DONNAIT QUELQUE FONDEMENT A LA RESIGNATION. EN PREMIERE ANALYSE, IL N'EN VA PLUS DE MEME AUJOURD'HUI, DEVANT LE SPECTACLE QUOTIDIEN D'UNE LIBERTE NAISSANTE, MAIS NUL NE SAIT SI LE POUVOIR POURRA COMPTER SUR LA COLERE OU DEVRA COMPOSER AVEC L'ENTHOUSIASME DU RESTE DU PAYS. (TW).241925./.

MERILLON



Doc. 3. 27 novembre 1990. Compte-rendu d'entretien au ministère des Affaires étrangères.

DZ/brc  
MINISTÈRE  
DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DIRECTION D'EUROPE



3253/EU

EU 5 II 5

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 29 novembre 1990

NOTE

A/S : Compte-rendu d'entretien du 27 novembre 1990 avec le Dr. Wilhem NOLLING, membre du Conseil d'Administration de la Bundesbank et Président de la Banque Centrale de Hambourg

Position de la Banque Centrale allemande sur l'assistance à l'Union Soviétique et aux pays d'Europe Orientale.

1) Problèmes alimentaires soviétiques : il y a 3 ans que M. GORBATCHEV a déjà connu l'échec de ses réformes agricoles et que se préparent les difficultés de ravitaillement des villes aggravées par le mal fonctionnement des transports et de la distribution. Cette évolution ne pouvait qu'aboutir à la disette actuelle. De surcroît en situation de pénurie et de troubles politiques, la population constitue des stocks. De même, chaque région, chaque village hésite à laisser partir ses réserves et à procéder aux livraisons prévues de peur de ne rien recevoir en échange. Ce comportement vient aggraver encore la pénurie.

2) L'Allemagne, de par sa situation, a des raisons d'être le premier pays à s'inquiéter

- expérience de la difficile et coûteuse union avec l'Allemagne orientale
- proximité géographique
- présence de troupes russes stationnées sur son sol et crainte de les voir se transformer en bandes armées de bandits comme l'Allemagne en avait déjà connues dans les années vingt.

CQ in fine

.../...

- 2 -

3) L'Allemagne sait ce qu'il convient de faire, mais n'en a pas seule les moyens.

- M. NOLLING considère nécessaire l'actuel élan de solidarité pour préserver l'avenir. M. GORBATCHEV est loin d'être idéal, mais ceux qui lui succéderont risquent d'être bien pires [populisme autoritaire]. Aussi convient-il d'attribuer d'urgence une aide alimentaire massive à l'URSS, mais qui, pour être efficace, devra être concentrée sur les villes.

- Mais l'Allemagne seule n'a pas les moyens de faire face à la pénurie alimentaire de l'Union Soviétique.

Elle ne dispose vraiment que des réserves stratégiques de Berlin et de l'armée.

Il conviendrait de mettre en oeuvre une aide communautaire, une aide des 24 pays membres de l'OCDE voire de la FAO.

- L'Allemagne a concentré ses ambitions commerciales sur la partie d'Europe centrale qui lui est frontalière et qui parle allemand. Mais l'ensemble des pays de l'Europe Centrale et Orientale et surtout l'URSS ne sont pas à l'échelle de ce que l'Allemagne peut faire seule, économiquement, et ce d'autant plus, que la réunification allemande s'avère plus onéreuse que prévue.

4) Les conditions de la réunification allemande l'ont rendue plus onéreuse que prévu.

En particulier le choix de l'échange, contre l'avis de la banque centrale, des marks est et ouest à parité s'est avéré désastreux. Il a en fait correspondu à une réévaluation du mark est de 300 %. Dans ces conditions, pratiquement plus aucune des entreprises est-allemandes n'est restée compétitive, d'où l'explosion du chômage, l'effondrement des ventes des sociétés d'Allemagne orientale, les difficultés pour leur trouver des acquéreurs et la fermeture inéluctable du plus grand nombre d'entre elles. Cette erreur de parité

.../...

- 3 -

explique les hésitations même des firmes d'Allemagne occidentale à investir dans les sociétés d'Allemagne orientale qui de ce fait ont perdu toute compétitivité.

- Le coût de la réunification sera donc très lourd pour l'Allemagne occidentale et ce d'autant plus que les capacités de production disponibles étaient très faibles au moment où elle est intervenue. Les besoins devront être satisfaits par l'importation ou la réduction des exportations, d'où des pertes de marchés à l'étranger en faveur du Japon ou des Etats-Unis qui seront ensuite difficiles à reconquérir.

5) L'ouverture de l'Europe orientale a fait naître des espoirs qui se traduisent aujourd'hui d'abord par des coûts, sans que l'on sache à partir de quand ils pourront être recouvrés.

Tout investissement a besoin d'un calendrier. Il n'en existe pas de crédible sur l'Europe de l'Est. De ce fait, l'Europe occidentale risque d'investir toutes ses économies sans contre partie et seulement pour éviter le pire. Mais elle n'a pas le choix. Tout immobilisme de sa part serait suicidaire, des vagues d'émigrants déferleraient sur son sol. Si une immigration limitée et qualifiée s'est révélée favorable à l'économie allemande, il n'en serait pas de même d'un déferlement massif.

6) Pendant ce temps, le Japon, qui n'a pas la charge de la remise à flot de l'Europe orientale, continue à faire des investissements qui s'avéreront plus rapidement rentables ce qui va accentuer son avantage comparatif dans sa concurrence avec l'Europe. Il est essentiel de "mouiller" les entreprises et le Gouvernement japonais sur l'Europe de l'Est et que, pour chaque écu mis par la communauté Européenne, à titre collectif ou individuel, en Europe de l'Est corresponde un écu ou un 3/4 d'écu, soit un \$ US, mis par les Japonais.

Il faut arriver, comme pour l'aide au tiers-monde, à une répartition équitable de la charge entre les pays membres de la communauté européenne et le Japon.

.../...

- 4 -

A défaut, il n'y aurait plus qu'à espérer qu'un maximum de difficultés apparaissent en Chine, en Asie du Sud-Est et du Sud pour que les Japonais connaissent les mêmes difficultés que les Européens et voient la rentabilité de leurs investissements compromise ou remise à un avenir plus lointain.

7) Il convient parallèlement plus que jamais, tout en essayant de mettre en oeuvre en Europe de l'Est des conditions conférant aux investissements européens une certaine rentabilité, de resserrer encore, au sein de la communauté européenne, la politique de rigueur et de réaffirmer les vertus d'économie, d'épargne et de lutte contre l'inflation.

A cet égard, la naissance rapide d'une banque centrale européenne, à deux vitesses, peut s'affirmer comme un atout, car elle sera garante de la poursuite de la nécessaire rigueur économique.

Mais elle ne devra inclure au départ que les pays qui ont fait preuve de leur capacité à assumer cette rigueur économique : la France, l'Allemagne, le Bénélux, le Danemark et à la rigueur l'Irlande. Les autres pays de la Communauté ne seront admis à s'y joindre que lorsqu'ils auront assaini leur budget, leur fiscalité, leur inflation, leurs comptes extérieurs.

Cette politique évitera de mettre en danger la monnaie européenne et exercera sur l'épargne internationale une grande attraction qui viendra un peu compenser l'avantage japonais.

  
D. ZELDINE

CQ : CM (M. DANON)  
(M. CASA)

PM (M. COTTIN)  
(M. RIPERT)  
(Mme TOURRAINE)

MDE (Cab : M. de NAIVES)  
Cabinet du Ministre des Affaires Européennes (M. VIMONT)

Conseil d'Etat (M. MUSITELLI)

AS (M. LEVITE)

EU (M. BLOT)  
EUA2 (M. de SUREMAIN)  
EURSS (M. ROUDAUT)  
EUCN (M. GAUER)

BONN

MOSCOU

Doc. 4. 29 janvier 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

TD MOSCOU 462

SUBIA

SUBII 29/01/91 20H51 - 13815

	CAD
AMB MINC MDPL PTSFCB SSPHC TWHF XX EE AD CAD	

TD MOSCOU 462

LE 29 JANVIER 1991  
MCOU LE 29/01/91 A 20H51

URGENT  
CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE  
NB : DISTRIBUTION MESSAGE  
AD DIPLOMATIE 462  
TXT

PR PM CM SG DP EU

OBJET : AFFAIRE BALTE - MESSAGE DU PREMIERE MINISTRE ESTONIEN  
A M. LE PREMIER MINISTRE.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT ESTONIEN, M. EDGAR SAVISSAAR NOUS PRIE DE TRANSMETTRE  
LE MESSAGE SUIVANT A M. LE PREMIER MINISTRE.

DEBUT DE CITATION :  
'' EXCELLENCE,

VOUS ETES SANS NUL DOUTE INFORME DE LA SITUATION COMPLEXE QUI PREVAIL DANS LES  
ETATS BALTES, OU LES FORCES ARMEES ONT ETE UTILISEES POUR REGLER LES PROBLEMES  
POLITIQUES. LES ETATS BALTES, ET LA REPUBLIQUE D'ESTONIE EN PARTICULIER, SONT, POUR  
JUSTIFIER L'USAGE DE LA FORCE, ACCUSES DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME. DE TELLES  
ACCUSATIONS ONT ETE PRONONCEES AU SOVIET SUPREME DE L'URSS COMME DANS LES MEDIA  
SOVIETIQUES.

IL NE FAIT PAS DE DOUTE, NEANMOINS, QUE L'USAGE DE LA FORCE MILITAIRE CONTRE  
UNE POPULATION CIVILE VIOLE AUSSI BIEN LA DECLARATION GENERALE DES NATIONS UNIES SUR  
LES DROITS DE L'HOMME QUE LA CHARTE DE PARIS DE LA CSCE. MALHEUREUSEMENT, L'UNION  
SOVIETIQUE CONTINUE A IGNORER LES VIVES PROTESTATIONS EMISES PAR LES GOUVERNEMENTS  
ET LES PARLEMENTS DU MONDE.

NOUS SOMMES PROFONDEMENT PREOCCUPES PAR LES DEVELOPPEMENTS ACTUELS ET NOUS  
CROYONS QUE LES ACCUSATIONS D'ATTEINTE AUX DROITS DE L'HOMME REQUIERENT LA PRESENCE  
D'EXPERTS CONFIRMES QUI PUISSENT OBJECTIVEMENT EVALUER LA SITUATION. NOUS SOMMES  
CONVAINCUS QUE L'UNION SOVIETIQUE POURRAIT SOUTENIR UNE TELLE INITIATIVE.  
L'EXPERIENCE MONTRE QUE LA PRESENCE D'OBSERVATEURS ETRANGERS PEUT PREVENIR LA  
VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME. LA SITUATION ICI DANS LA BALTIQUE EST SI CRITIQUE  
QUE CELA POURRAIT AUSSI PREVENIR D'AUTRES PERTES HUMAINES.

LE GOUVERNEMENT ESTONIEN VOUS PRIE DONC DE RECOMMANDER L'ENVOI D'UN OU  
PLUSIEURS EXPERTS DE VOTRE PAYS A UNE REUNION D'EXPERTS INTERNATIONAUX QUI SE  
TIENDRA LE 11 FEVRIER 1991 A TALLINN, CAPITALE DE L'ESTONIE, AFIN QUE LA SITUATION  
DES DROITS DE L'HOMME DANS CE PAYS SOIT ECLAIRCIE.

LE GOUVERNEMENT ESTONIEN EST PRET A FACILITER LE TRAVAIL DES EXPERTS ET  
SOUHAITE PRENDRE A SA CHARGE TOUS LES FRAIS DE LEUR SEJOUR EN ESTONIE.

PERMETTEZ MOI DE REAFFIRMER L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE  
D'ESTONIE A RESPECTER TOUS LES DROITS DE L'HOMME INTERNATIONALEMENT RECONNUS ET LES  
CONCLUSIONS DES EXPERTS.

SINCEREMENT VOTRE  
EDGAR SAVISSAAR ''  
FIN DE CITATION (PL)./.

Doc. 5. 19 août 1991 à 10 h 59. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

su 2 5

TD MOSCOU 3725

19/08/91 11H00 - 29155

	CAD
AMB MINC PTSFCB SSPHC HF XX EE AD CAD	

TD MOSCOU 3725

LE 19 AOUT 1991  
MCOU LE 19/08/91 A 10H59

IMMEDIAT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

NB : FICHE TELEGRAPHIQUE

AD DIPLOMATIE 3725

CQ WASHINGTON 718

CQ RPAN BRUXELLES 382

CQ LONDRES 691

CQ BONN 646

CQ FSLT KIEV 257

CQ PEKIN 257

CQ TOKYO 246

CQ DFRA NEW YORK 321

CQ ROME 99

CQ FSLT LENINGRAD 290

TXI

OBJET : DESTITUTION DE M GORBATCHEV ET PROCLAMATION DE L'ETAT D'URGENCE.

/MOTS-CLES : URSS, POLITIQUE INTERIEURE, ETAT D'URGENCE//

JE ME REFERE A MON TD MOSCOU 3724.

I - DECLARATION DE LA DIRECTION SOVIETIQUE.

'DEVANT L'IMPOSSIBILITE DE MIKHAIL SERGUEEVITCH GORBATCHEV D'ASSUMER SES FONCTIONS DE PRESIDENT DE L'URSS POUR RAISONS DE SANTE ET EN RAISON DU TRANSFERT, CONFORMEMENT A L'ARTICLE 127 (7) DE LA CONSTITUTION DE L'URSS, AU VICE-PRESIDENT DE L'URSS GUENNADI IVANOVITCH IANAIEV., AFIN D'EVITER UNE CRISE PROFONDE ET MULTIFORME, LA CONFRONTATION POLITIQUE, INTER-ETHNIQUE ET CIVILE, AINSI QUE LE CHAOS ET L'ANARCHIE QUI MENACENT LA VIE ET LA SECURITE DES CITOYENS DE L'UNION SOVIETIQUE, LA SOUVERAINETE, L'INTEGRITE TERRITORIALE, LA LIBERTE ET L'INDEPENDANCE DE NOTRE ETAT., PARTANT DES RESULTATS DU REFERENDUM DU PEUPLE ENTIER SUR LA SAUVEGARDE DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES., SE GUIDANT SUR LES INTERETS VITAUX DES PEUPLES DE NOTRE PATRIE ET DE TOUS LES SOVIETIQUES,

NOUS DECLARONS CE QUI SUIT :

1. CONFORMEMENT A L'ARTICLE 127 (3) DE LA CONSTITUTION DE L'URSS ET A L'ARTICLE 2 DE LA LOI DE L'URSS 'SUR LE REGIME JURIDIQUE DE L'ETAT D'URGENCE', ET ALLANT AU-DEVANT DES EXIGENCES DES VASTES COUCHES DE LA POPULATION TOUCHANT LA NECESSITE DE PRENDRE LES MESURES LES PLUS ENERGIQUES POUR EVITER LE GLISSEMENT DE LA SOCIETE VERS LA CATASTROPHE NATIONALE, DE GARANTIR LA LEGALITE ET L'ORDRE, DECRETER L'ETAT D'URGENCE DANS CERTAINS TERRITOIRES DE L'UNION SOVIETIQUE POUR UN DELAI DE 6 MOIS, A COMPTER DE 4H00 MIN (HEURE DE MOSCOU), LE 19 AOUT 1991.

2. ETABLIR QUE LA CONSTITUTION ET LES LOIS DE L'URSS ONT LA PRIMAUTE INCONDITIONNELLE DANS L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE L'URSS.

3. POUR DIRIGER LE PAYS ET GARANTIR UNE APPLICATION EFFICACE DU REGIME DE L'ETAT D'URGENCE, INSTITUER UN COMITE D'ETAT POUR L'ETAT D'URGENCE EN URSS DONT FERONT PARTIE : O.D. BAKLANOV, PREMIER VICE-PRESIDENT DU CONSEIL DE DEFENSE DE L'URSS, B.A. KRIOUTCHKOV, PRESIDENT DU KGB DE L'URSS, V.S. PAVLOV, PREMIER MINISTRE DE L'URSS, B.K. POUGO, MINISTRE DE L'INTERIEUR DE L'URSS, V.A. STARODOUBTSEV, PRESIDENT DE L'UNION DES PAYSANS DE L'URSS, A.I. TIZIAKOV, PRESIDENT DE L'ASSOCIATION D'ENTREPRISES D'ETAT, D'OUVRAGES INDUSTRIELS, D'ENTREPRISES DU BATIMENT, DES TRANSPORTS ET DES TELECOMMUNICATIONS DE L'URSS, D.T. YAZOV, MINISTRE DE LA DEFENSE DE L'URSS, G.I. IANAIEV, PRESIDENT INTERIMAIRE DE L'URSS.

4. ETABLIR QUE LES DECISIONS DU COMITE D'ETAT POUR L'ETAT D'URGENCE DOIVENT

ETRE EXECUTEES STRICTEMENT PAR TOUS LES ORGANES DU POUVOIR ET D'ADMINISTRATION, PAR LES FONCTIONNAIRES ET LES CITOYENS DANS L'ENSEMBLE DE TERRITOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE.

G. IANAIEV  
V. PAVLOV  
O. BAKLANOV  
LE 18 AOUT 1991.''

II - MESSAGE DE M YANAIEV AUX CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT ET AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU.

'MANDATE PAR LA DIRECTION SOVIETIQUE, JE NOTIFIE QU'A PARTIR DU 19 AOUT 1991, L'ETAT D'URGENCE EST PROCLAME DANS CERTAINS TERRITOIRES DE L'UNION SOVIETIQUE POUR UNE DUREE DE SIX MOIS, CONFORMEMENT A LA CONSTITUTION ET AUX LOIS DE L'URSS. LES PLEINS POUVOIRS SERONT TRANSFERES POUR CETTE PERIODE DANS LE PAYS AU COMITE D'ETAT POUR L'ETAT D'URGENCE DE L'URSS.

LES MESURES EN VOIE D'APPLICATION SONT PROVISOIRES. ELLES NE SIGNIFIENT NULLEMENT L'ABANDON DE LA POLITIQUE DE PROFONDES REFORMES DANS TOUS LES DOMAINES DE LA VIE DE L'ETAT ET DE LA SOCIETE. CES MESURES FORCEES SONT DICTEES PAR LA NECESSITE VITALE DE SAUVER L'ECONOMIE DE LA RUINE ET LE PAYS DE LA FAMINE, D'EVITER L'ESCALADE DU DANGER DE VASTE CONFLIT CIVIL POUVANT DEBOUCHER SUR DES CONSEQUENCES IMPREVISIBLES POUR LES PEUPLES DE L'URSS ET POUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTE MONDIALE.

L'OBJECTIF LE PLUS IMPORTANT DE L'ETAT D'URGENCE EST D'ASSURER LES CONDITIONS GARANTISSANT A CHAQUE CITOYEN LA SECURITE PERSONNELLE ET CELLE DE SES BIENS. IL EST PREVU DE LIQUIDER LES FORMATIONS MILITAIRES ANTI-CONSTITUTIONNELLES, QUI NE SONT PAS CONTROLABLES ET QUI SONT, AU FOND, CRIMINELLES, QUI SEMENT LA TERREUR MORALE ET PHYSIQUE DANS CERTAINES REGIONS DE L'URSS ET QUI SONT CATALYSEURS DE PROCESSUS DE DESINTEGRATION.

TOUT L'EVENTAIL DE MESURES EN VOIE D'APPLICATION VISE A STABILISER AU PLUS VITE LA SITUATION EN URSS, A NORMALISER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE, A APPLIQUER LES TRANSFORMATIONS NECESSAIRES ET A CREER DES CONDITIONS POUR UN DEVELOPPEMENT MULTIFORME DU PAYS.

UNE AUTRE VOIE CONDUIRAIT A L'AGGRAVATION DE LA CONFRONTATION, DE LA VIOLENCE, A D'INNOMBRABLES SOUFFRANCES DE NOS PEUPLES ET A LA CREATION D'UN FOYER DANGEREUX DE TENSION DU POINT DE VUE DE LA SECURITE INTERNATIONALE.

LES MESURES PROVISOIRES EXTRAORDINAIRES N'AFPECTENT NULLEMENT LES ENGAGEMENT INTERNATIONAUX PRIS PAR L'UNION SOVIETIQUE CONFORMEMENT AUX TRAITES ET ACCORDS EN VIGUEUR. L'UNION SOVIETIQUE EST PRETE A DEVELOPPER TOUJOURS SES RAPPORTS AVEC TOUS LES ETATS SUR LA BASE DES PRINCIPES UNIVERSELLEMENT RECONNUS DE BON VOISINAGE, DE L'EGALITE EN DROITS, DE L'AVANTAGE RECIPROQUE ET DE LA NON-INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES D'AUTRUI.

NOUS SOMMES PERSUADES QUE NOS DIFFICULTES ACTUELLES SONT PROVISOIRES ET QUE LA CONTRIBUTION DE L'UNION SOVIETIQUE A LA SAUVEGARDE DE LA PAIX ET AU RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE SERA TOUJOURS SUBSTANTIELLE. LA DIRECTION DE L'URSS ESPERE QUE LES MESURES EXTRAORDINAIRES PROVISOIRES TROUVERONT LA COMPREHENSION NECESSAIRE DE LA PART DES PEUPLES ET DES GOUVERNEMENTS ET DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES.' GUENNADI IANAIEV, PRESIDENT INTERIMAIRE DE L'URSS. (A SUIVRE). (PTS)./.

PEISSIK

Doc. 6. 19 août 1991 à 13 h 02. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

TD MOSCOU 3729

19/08/91 13H03 - 29164

82 2 51

AMB MINC PTSFCB SSPHC HF XX AD EE CAD	<b>CAD</b>
---------------------------------------	------------

TD MOSCOU 3729 LE 19 AOUT 1991  
 MCOU LE 19/08/91 A 13H02

IMMEDIAT  
 CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE  
 NB : FICHE TELEGRAPHIQUE  
 AD DIPLOMATIE 3729 CO PEKIN 259  
 CO WASHINGTON 720 CO TOKYO 248  
 CO RPAN BRUXELLES 384 CO LONDRES 693  
 CO BONN 648 CO DFRA NEW YORK 323  
 CO ROME 101 CO FSLT LENINGRAD 292  
 CO FSLT KIEV 259

TXT

OBJET : DESTITUTION DE M. GORBATCHEV ET PROCLAMATION DE L'ETAT D'URGENCE.

/MOTS-CLES : URSS, POLITIQUE INTERIEURE, ETAT D'URGENCE//

JE ME REFERE A MES TD 3724 A 3726.

LA QUATRIEME TEXTE PUBLIE CE MATIN EST "L'APPEL AU PEUPLE SOVIETIQUE" SIGNE COLLECTIVEMENT PAR LE "COMITE D'ETAT POUR L'ETAT D'URGENCE EN URSS". CET APPEL, ASSEZ LONG, CONSTITUE UNE ARGUMENTATION PLUS DETAILLEE DES RAISONS QUI ONT MOTIVE, AUX YEUX DES MEMBRES DU COMITE, LA DESTITUTION DE M. GORBATCHEV ET L'INSTAURATION DE L'ETAT D'URGENCE.

J'EN RETIENS LES ELEMENTS ESSENTIELS SUIVANTS :

A) LE CONSTAT DE BASE EST QUE ===LA POLITIQUE DE REFORME LANCEE PAR M. GORBATCHEV EST DANS L'IMPASSE===. CECI SUR TOUS LES PLANS :

1) DES FORCES EXTREMISTES VEULENT ===LIQUIDER L'URSS, DEMANTELER L'ETAT===. LES RESULTATS DU REFERENDUM SUR LE MAINTIEN DE L'UNION N'ONT PAS ETE RESPECTES.

2) LE ===POUVOIR A ETE PRIS PAR DES POLITICIENS=== AMBITIEUX, BAVARDS, STERILES, DENUES DE PRINCIPES, VOIRE AGISSANT POUR DES INTERETS ETRANGERS.

3) ===L'ECONOMIE EST EN PLEINE DELIQUESCENCE===. LE PASSAGE CHAOTIQUE AU MARCHÉ A ENTRAINE L'EGOISME ET LA DESTRUCTION DES RELATIONS ECONOMIQUES ET ENCOURAGE LA SPECULATION ET L'ECONOMIE PARALLELE.

SEULE LA REPRISE EN MAIN INTERIEURE POURRA SAUVER LE PAYS, CAR ===L'AIDE ETRANGERE N'Y SUFFIRA SUREMENT PAS===.

4) ===LA SITUATION SOCIALE S'EST CONSIDERABLEMENT DEGRADEE=== ALORS QU'IL ETAIT QUESTION DE DROITS DE L'HOMME. LA SECURITE DES PERSONNES EST MENACEE. LA CRIMINALITE ET L'IMMORALITE GAGNENT.

5) ===LA POSITION DE L'URSS DANS LE MONDE EST MISE EN CAUSE===

ON DEMANDE LA REVISION DES FRONTIERES, LE DEMEMBREMENT DE L'URSS, LA REMISE SOUS TUTELLE ETRANGERE D'ENTREPRISES OU DE REGIONS.

B) S'AGISSANT DES ===MESURES A PRENDRE=== LE COMITE ANNONCE :

1) L'ORGANISATION D'UNE ===LARGE CONSULTATION DU PEUPLE ENTIER SUR LE PROJET DE NOUVEAU TRAITE DE L'UNION===.,

2) ===LE RETABLISSEMENT DE LA LEGALITE ET DE L'ORDRE===, LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE DE TOUTE ESPECE.

3) UNE ===POLITIQUE CONSEQUENTE DE REFORMES=== QUI RETABLISSE LA PROSPERITE ET L'AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE.

4) ===LA DEFENSE DES INTERETS DES COUCHES DE LA POPULATION LES PLUS TOUCHEES=== PAR L'INFLATION ET LA CRIMINALITE.

5) LE DEVELOPPEMENT DE DIFFERENTS MODES DE PRODUCTION ET ===LE SOUTIEN A L'ENTREPRISE PRIVEE===.

C) ENFIN, CET ''APPEL'' A LA RESTAURATION DE L'ORDRE SUR LE PLAN INTERNE VISE EGALEMENT A RESTAURER L'URSS COMME GRANDE PUISSANCE.

IL S'AGIT DONC DE S'OPPOSER A TOUTE ===ATTEINTE A LA SOUVERAINETE, A L'INDEPENDANCE ET A L'INTEGRITE TERRITORIALE=== ET A ===TOUTE TENTATIVE DE TENIR A L'URSS UN LANGAGE DE DIKTAT===. (PTS)./.

PEISSIK



Doc. 8. 23 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

*8u 2 v1*

*en 14 h 5*

TD MOSCOU 5326

23/11/91 20H29 - 37772

<b>CAD</b>
AMB MINC PTSNC SBPP FCBAC PBJM SSPHC XX CAD

TD MOSCOU 5326

LE 23 NOVEMBRE 1991  
MCOU LE 23/11/91 A 20H28

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

NB : FICHE TELEGRAPHIQUE

AD DIPLOMATIE 5326	CO PEKIN 374
CO WASHINGTON 1068	CO TOKYO 382
CO RPAN BRUXELLES 627	CO LONDRES 1030
CO BONN 974	CO DFRA NEW YORK 483
CO ROME 265	CO FSLT SAINT PETERSBOURG 551
CO FSLT KIEV 537	CO LA HAYE 100
CO DFRA BRUXELLES 438	CO OTTAWA 99
CO VARSOVIE 390	CO PRAGUE 388
CO BUDAPEST 382	CO BUCAREST 333
CO SOFIA 351	CO BELGRADE 287
CO COPENHAGUE 95	CO BRUXELLES 76
CO LUXEMBOURG 66	CO MADRID 89
CO LISBONNE 78	CO ATHENES 79
CO DUBLIN 55	CO BERNE 55
CO TIRANA 54	CO HELSINKI 90
CO OSLO 72	CO STOCKHOLM 77
CO VIENNE 105	CO DFRA GENEVE 95
CO ANKARA 139	CO DSMT VIENNE 149

TXT

POUR M. LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

OBJET : VISITE DE M. LAURENT FABIOUS. (2/2)  
ENTRETIEN AVEC M. EDOUARD CHEVARDNADZE  
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES.

A PEINE REVENU AUX RELATIONS EXTERIEURES, M. CHEVARDNADZE A CONFIE AU  
PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE SON ANALYSE DE LA SITUATION EN UNION SOVIETIQUE.

1- L'INSTABILITE DE L'URSS EST LE PIRE DANGER CAR IL COMPREND TOUS LES AUTRES.

LA TENSION PROVOQUEE DANS LA SOCIETE PAR LES DIFFICULTES ECONOMIQUES EST  
EXTREME, SURTOUT AVEC LA VENUE DE L'HIVER, ET DES MANIFESTATIONS POPULAIRES  
PEUVENT A TOUT MOMENT AVOIR LIEU.

MAIS LES PRINCIPALES INTERROGATIONS CONCERNENT AUJOURD'HUI LE SORT DE L'UNION.  
ALLAIT-ELLE ECLATER OU PARVIENDRAIT-ON A LA MAINTENIR SOUS FORME D'UN ETAT, D'UNE  
NATURE NOUVELLE. LES REPUBLIQUES MARQUAIENT DESORMAIS LEUR APPUI A UNE SORTE DE  
CONFEDERATION D'ETATS SOUVERAINS QUI PRESERVERAIT UN ESPACE UNIQUE EN MATIERE  
ECONOMIQUE, STRATEGIQUE ET UNE POLITIQUE EXTERIEURE COORDONNEE. L'IMPORTANT ETAIT  
QUE ELTSYNE (SINON SON ENTOURAGE) AVAIT MARQUE SON ACCORD DE PRINCIPE.

LA NON-SIGNATURE DU TRAITE D'UNION PAR L'UKRAINE MENACE TOUTEFOIS DE BRISER CE  
PROCESSUS. A LA VEILLE DU REFERENDUM, LES HOMMES POLITIQUES UKRAINIENS SUCCOMBENT  
A LA SURENCHERE. QU'EN SERA-T-IL APRES ?

A LA VERITE, SI L'UNION ECLATE, UNE TRAGEDIE MENACE L'EUROPE ENTIERE CAR CE  
SERA UNE GUERRE CIVILE ET BEAUCOUP PLUS ENCORE.

EN EFFET, AVEC L'INDEPENDANCE DE L'UKRAINE SURGIRONT INEVITABLEMENT DES

REVENDEICATIONS TERRITORIALES RUSSES SUR LA CRIMEE, DONNEE A L'UKRAINE EN 1954. DE MEME, LE PROBLEME SE POSERA POUR LES REGIONS RUSSES DU DONBASS ET DE KHARKOV QUI SONT A LA MESURE D'UN ETAT D'EUROPE OCCIDENTALE ET QUI N'ONT ETE INTEGREES A L'UKRAINE QUE POUR PERMETTRE A MOSCOU DE MIEUX LA DOMINER.

LAISSER LES EVENEMENTS SE DEVELOPPER D'EUX-MEMES C'EST RENONCER A UNE NEGOCIATION RAISONNABLE.

QUE DES EXTREMISTES S'EMPARENT DU POUVOIR DANS CE PAYS DE 52 MILLIONS D'HABITANTS, QUI CONSTITUE LA 4 EME PUISSANCE NUCLEAIRE MONDIALE AVEC UN POTENTIEL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE CONSIDERABLE EST UNE MENACE TRES GRAVE. EN COMPARAISON, L'INSECURITE NUCLEAIRE EST UN PHENOMENE MOINS INQUIETANT PUISQUE, SANS L'INTERVENTION DU CENTRE, CES ARMES SONT INUTILISABLES. IL FAUDRAIT CRAINDRE DAVANTAGE L'USAGE D'ARMES CONVENTIONNELLES SOPHISTIQUEES.

A L'EGARD DE CES PROBLEMES, LA LIGNE ACTUELLE DE LA FRANCE EST OPTIMALE. IL CONVIENT SURTOUT DE NE RIEN PRECIPITER AVEC LES REPUBLIQUES. EN PARTICULIER, IL FAUT EVITER L'INSTAURATION AVEC ELLES DE RELATIONS POLITIQUES CAR LA TACHE PRIORITAIRE ET PRIMORDALE EST LA SIGNATURE D'UN ACCORD POLITIQUE ENTRE ELLES.

2- UNE POLITIQUE EXTERIEURE A DEFINIR EN PARTANT DES BESOINS DES REPUBLIQUES.

IL FAUT, AVANT TOUT, INTERROGER LES DIRIGEANTS DES REPUBLIQUES SUR LES MODALITES DE COEXISTENCE INTERNE, LA POLITIQUE COMMERCIALE QU'ELLES SOUHAITENT DEVELOPPER VIS-A-VIS DU MONDE EXTERIEUR ET ENFIN DE LA DIPLOMATIE QU'ELLES VEULENT MENER. LES CONTACTS PREALABLES AVEC ELTSYNE, NAZARBAYEV, LES DIRIGEANTS BIELORUSSES SONT ENCOURAGEANTS. LE TOUR DE L'UKRAINE VIENDRA APRES LES ELECTIONS. IL CONVIENDRA AUSSI DE RENDRE VISITE AUX REPUBLIQUES QUI N'AURONT PAS SIGNE LE TRAITE D'UNION.

'JE NE PEUX EN EFFET EVITER DE M'OCCUPER DES CONFLITS INTERNES DU PAYS, AUSSI ETRANGE QUE CELA PUISSE PARAITRE VENANT D'UN MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES.'

IL FAUDRAIT EN OUTRE CREER =UNE FONDATION= QUI SERAIT DEDIEE A LA PREVENTION ET AU REGLEMENT DES CONFLITS ENTRE NATIONALITES.

L'EXPERIENCE MONTRE QU'ON EST TOUJOURS EN RETARD DANS LA COMPREHENSION DES CONFLITS ET QUE QUAND ILS ECLATENT, ON NE LEUR TROUVE QUE DES REPNSES SIMPLISTES COMME L'ENVOI DE TROUPES SANS SAVOIR NEGOCIER A TEMPS. CES CONFLITS NON REGLES EMPOISONNENT RAPIDEMENT LA REGION TOUT ENTIERE.

DES OPPOSITIONS DE CE TYPE ONT LIEU MEME DANS DES REGIONS OU DES ETATS QU'ON JUGERAIT A PRIORI EVOLUES. DES CONFLITS MENACENT AINSI DANS LES PAYS BALTES QUI ONT ADOPTE DES LOIS D'INSPIRATION RACIALE, ABSOLUMENT CONTRAIRES AUX DROITS DE L'HOMME. LES POPULATIONS RUSSES QUI EN SOUFFRENT SONT SUSCEPTIBLES DE REACTIONS DANGEUREUSES ET UN RENOUEAU D'AFFRONTLEMENTS N'EST MALHEUREUSEMENT PAS A EXCLURE.

'LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EST UNE COMPOSANTE MAJEURE DE CETTE PREVENTION DES CONFLITS ET JE SAIS POUVOIR COMPTER A CE PROPOS SUR TOUTE L'AIDE DE LA FRANCE'' A CONCLU M. CHEVARDNADZE, QUI A REMERCIE M. FABIOUS DU SOUTIEN PERSONNEL QUE LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE AVAIT APORTE A CETTE IDEE DE FONDATION. (MP)./.

DUFOURCQ

Doc. 9. 28 novembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Bonn (République fédérale d'Allemagne).

TD BONN 2786

28/11/91 19H43 - 38268

CAD

AMB MINC PTSNC SBPP FCBAC PBJM SSPHC XX CAD

TD BONN 2786

LE 28 NOVEMBRE 1991  
BONN LE 28/11/91 A 17H45

URGENT  
CHIFFRE CONFIDENTIEL DIPLOMATIE  
NB : DISTRIBUTION LIMITEE  
AD DIPLOMATIE 2786  
CO FSLT KIEV 15  
TXT

CO MOSCOU 718

OBJET : CONSULTATIONS FRANCO-ALLEMANDES DU 29 NOVEMBRE  
=== UKRAINE ET YOUGOSLAVIE ===.

M. GENSCHER A CONVOQUE CET APRES-MIDI M. CHROBOG ET SES COLLABORATEURS  
COMPETENTS POUR LES QUESTIONS SOVIETIQUES ET LA YOUGOSLAVIE, AFIN DE PREPARER LES  
CONSULTATIONS FRANCO-ALLEMANDES DE DEMAIN.

M. CHROBOG A RENDU COMPTE DE LA REUNION DU COMITE POLITIQUE DONT IL  
REVENAIT. IL A INDIQUE A M. GENSCHER QU'IL N'Y AVAIT PAS DE DIVERGENCE ENTRE  
ALLEMANDS ET FRANCAIS SUR LA RECONNAISSANCE CONDITIONNELLE DE L'UKRAINE SAUF SUR LA  
QUESTION D'UNE DECISION A 12 A FAIRE PARAITRE LE 2 DECEMBRE.

LE DIRECTEUR POLITIQUE ALLEMAND A MINIMISE LA DIFFERENCE D'APPRECIATION ENTRE  
PARIS ET BONN SUR CE POINT. LES AUTRES PARTICIPANTS A LA REUNION ONT FAIT VALOIR QUE  
LE PROBLEME DE LA RECONNAISSANCE DE L'UKRAINE NE SE POSERAIT PAS AU LENDEMAIN DU  
REFERENDUM MAIS PLUTOT APRES L'ELECTION DE M. MARTCHOUK QUI NE SERAIT SANS DOUTE  
ACQUISE, SELON LES EXPERTS DE L'AUSWAERTIGES AMT, QU'APRES LE 15 DECEMBRE.

LE DEBAT A PAR AILLEURS PORTE SUR TROIS POINTS :

- LA REPERCUSSION DE LA RECONNAISSANCE DE L'UKRAINE SUR L'EVOLUTION DE L'UNION  
: LES EXPERTS ALLEMANDS ONT SOULIGNE QU'EN DEBIT DE TOUTES LES PRECAUTIONS DONT  
SERAIT ENTOUREE LA RECONNAISSANCE DE L'UKRAINE, CELLE-CI RISQUAIT DE PORTER UN COUP  
FATAL A L'UNION. DANS LE MEME TEMPS, L'EVALUATION ALLEMANDE EST QUE M. ELTSINE MENE  
SUR TOUT CELA UN DOUBLE JEU : ON EST PERSUADE A BONN QUE LE PRESIDENT RUSSE A  
FORTEMENT CONTRIBUE AU DERNIER ECHEC DU TRAITE D'UNION.

- L'ATTITUDE AMERICAINE : M. GENSCHER ET SES COLLABORATEURS CRAIGNENT QUE LES  
AMERICAINS (ET LES CANADIENS) PRENNENT DE VITESSE LES EUROPEENS DANS LA  
RECONNAISSANCE A L'UKRAINE.

- LA YOUGOSLAVIE : M. GENSCHER A FORTEMENT SOULIGNE QUE L'ATTITUDE DE LA RFA  
VIS-A-VIS DE L'UKRAINE DEVAIT ETRE COHERENTE A SA POLITIQUE A L'EGARD DE LA SERBIE  
ET DE LA CROATIE. IL A NOTE L'AVANTAGE QUE PRESENTAIT DU POINT DE VUE ALLEMAND, AU  
REGARD DU TRAITEMENT DES AFFAIRES YOUGOSLAVES, UNE DEMARCHE DE RECONNAISSANCE DE  
L'UKRAINE, RAPIDE ET COMMUNE AUX PRINCIPAUX PAYS EUROPEENS.

CES INDICATIONS NOUS ONT ETE CONFIEES A TITRE BIEN ENTENDU CONFIDENTIEL. IL  
NOUS REVIENT, CE QUI N'EST PAS POUR SURPRENDRE, QUE L'ESSENTIEL DE LA DISCUSSION  
AVAIT ETE DOMINEE PAR LE PROBLEME YOUGOSLAVE (RECONNAISSANCE ET SANCTION). SUR CE  
DERNIER SUJET, JE FAIS, PAR TD SEPRE, LE POINT DE L'ATTITUDE ALLEMANDE, A LA  
LUMIERE NOTAMMENT DES DECLARATIONS D'HIER DU CHANCELIER KOHL. (MD) ./.

BOIDEVAIX

Doc. 10. 4 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Helsinki.

TD HELSINKI 431

04/12/91 15H24 - 38754

	CAD
AMB MINC PTSNC SBPP FCBAC PBJM SSPHC XX CAD	

TD HELSINKI 431

LE 4 DECEMBRE 1991  
MSK1 LE 04/12/91 A 15H01

ROUTINE

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

NB : FICHE TELEGRAPHIQUE

AD DIPLOMATIE 431

CO NINDEFENSE PARIS 9

CO MOSCOU 132

CO OSLO 163

CO RPAN BRUXELLES 43

TXT

CC ARMEES PARIS 1

CO SEGEDEFMAT 3

CO STOCKHOLM 165

CO COPENHAGUE 161

CO DIPLO EXTERIEUR 22

DIPLO EXTERIEUR PRIERE SERVIR TALLINN, RIGA ET VILNIUS

DE LA PART DE M. HUNZINGER, AMBASSADEUR DE FRANCE A TALLINN

DEBUT DE CITATION :

''OBJET : ACCREDITATION DE NOTRE ATTACHE DE DEFENSE AUPRES DE  
M. ANTS LAANEOTS, CHEF D'ETAT-MAJOR DES FORCES  
ESTONNIENNES.

LE JEUDI 28 NOVEMBRE, LE COLONEL LE DOARE, EN RESIDENCE A HELSINKI, S'EST RENDU A TALLINN POUR SE FAIRE ACCREDITER AUPRES DU CHEF D'ETAT-MAJOR DES FORCES DE DEFENSE EN COURS DE CONSTITUTION, DEVENANT AINSI LE PREMIER ATTACHE DE DEFENSE ETRANGER AUPRES DES AUTORITES ESTONIENNES.

AU COURS DE LA SEANCE DE TRAVAIL QUI A SUIVI, M. LAANEOTS NOUS A FOURNI DES PRECISIONS SUR LA POLITIQUE ESTONNIENNE DE DEFENSE ET SUR LES POSSIBILITES DE COOPERATION AVEC LA FRANCE.

L'ESTONIE, ETANT DONNE SA PETITE TAILLE, PAR COMPARAISON EN PARTICULIER AVEC SON PUISSANT VOISIN DE L'EST QUI REPRESENTE ACTUELLEMENT DU FAIT DE SON INSTABILITE LA PRINCIPALE MENACE, NE PEUT TROUVER DE GARANTIES POUR SA DEFENSE QUE DANS UN SYSTEME DE SECURITE COLLECTIVE DANS LE CADRE DES NATIONS UNIES, DE LA CSCE, VOIRE DE L'OTAN.

TOUTEFOIS, L'EVENTUALITE D'UNE ADHESION A L'ALLIANCE ATLANTIQUE N'EST PAS A L'ORDRE DU JOUR., L'ESTONIE S'EST TROUVEE EXPOSEE PENDANT PLUSIEURS DECENNIES EN PREMIERE LIGNE DU DISPOSITIF DU PACTE DE VARSOVIE ET IL N'EST PAS FORCEMENT SOUHAITABLE QU'A L'HEURE DE L'INDEPENDANCE RETOUEE ELLE SOIT A NOUVEAU PLACEE AUX AVANT-POSTES AU SEIN D'UNE AUTRE ALLIANCE, ET ASSUME LES RISQUES D'UNE TELLE POSITION EN CAS DE CONFRONTATION. L'ESTONIE POURRAIT CONSERVER SON STATUT ACTUEL DE NEUTRALITE TOUT EN DEVELOPPANT SES LIENS DE COOPERATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE AVEC L'OTAN.

EN MATIERE MILITAIRE, L'OBJECTIF QUE S'EST FIXE L'ETAT-MAJOR ESTONIEN EST DE POUVOIR RESISTER A UNE EVENTUELLE AGRESSION EXTERIEURE PENDANT ENVIRON QUINZE JOURS, DELAI ESTIME NECESSAIRE POUR LA MISE EN OEUVRE SUR LE TERRAIN DES MESURES PREVUES PAR LES MECANISMES DE SECURITE COLLECTIVE. SELON LES PREVISIONS DE L'ETAT-MAJOR, UNE ARMEE DE MOBILISATION GENERALE DE 100.000 HOMMES SERAIT NECESSAIRE POUR MENER CE COMBAT RETARDATEUR.

EN TEMPS DE PAIX, UNE ARMEE COMPOSEE A LA FOIS D'ENGAGES ET D'APPELES SERA CONSTITUEE. LES MODALITES DE CREATION DE CES FORCES DE DEFENSE SONT DEFINIES DANS UNE LOI ACTUELLEMENT DISCUTEE AU PARLEMENT. CES FORCES COMPRENDRAIENT ENVIRON 1500

GARDES-FRONTIERES, DES FORCES DE L'INTERIEUR ET UNE ARMEE PROPREMENT DITE CONSTITUEE DE DEUX BATAILLONS. UN SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE SERA INSTAURE, DE MANIERE A CREER UN ESPRIT DE DEFENSE. LES EFFECTIFS TOTAUX DES FORCES DE DEFENSE POURRAIENT ETRE DE 10.000 A 12.000 HOMMES DANS LE CAS D'UN SERVICE DE 18 MOIS, DUREE ACTUELLEMENT ENVISAGEE, OU BIEN 8.000 A 9.000 HOMMES DANS LE CAS D'UN SERVICE DE 12 MOIS. DES A PRESENT, DES UNITES DE GARDES-FRONTIERES ESTONIENS SONT FORMEES AVEC LES JEUNES GENS QUI VIENNENT DE FAIRE LEUR SERVICE DANS L'ARMEE SOVIETIQUE.

LE PROBLEME DES CADRES SE POSE DE FACON AIGUE. LES SEULS CITOYENS ESTONIENS QUI DISPOSENT D'UNE EXPERIENCE MILITAIRE SONT LES ANCIENS OFFICIERS DE L'ARMEE SOVIETIQUE, QUI Y ONT SUBIT UN ENDOCTRINEMENT IDEOLOGIQUE. L'ETAT-MAJOR EST DONC A LA RECHERCHE D'OFFICIERS D'ORIGINE ESTONIENNE SOUS L'UNIFORME DANS D'AUTRES PAYS QUI POURRAIENT VENIR CONSTITUER LE FERMENT D'UNE ARMEE A L'ESPRIT NOUVEAU. A CE JOUR, 42 OFFICIERS SE SONT DECLARES INTERESSES.

POUR L'ORGANISATION DES FORCES DE DEFENSE, L'ETAT-MAJOR ESTONIEN S'INSPIRE DES STRUCTURES MISES EN PLACE EN FINLANDE ET DANS LES AUTRES PAYS NORDIQUES. M. LAANEOTS A EXPRESSEMENT CITE LE LIVRE "COLD WILL", ECRIT PAR UN JOURNALISTE NORVEGIEN SUR LE SYSTEME DE DEFENSE FINLANDAIS, COMME UNE REFERENCE TRES PRECIEUSE.

AFIN QUE SOIT GARANTIE L'INDEPENDANCE POLITIQUE DES ARMEES, IL EST PREVU QUE L'ETAT-MAJOR RELEVE DIRECTEMENT DE L'AUTORITE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SANS ETRE SUBORDONNE A CELLE DU MINISTERE DE LA DEFENSE QUI SERA PROCHAINEMENT CREE.

INTERROGE SUR LE POSSIBILITES DE COOPERATION AVEC LA FRANCE, M. LAANEOTS A FAIT ETAT DES DIFFICULTES AUXQUELLES L'ETAT-MAJOR SE TROUVAIT CONFRONTE DU FAIT DE L'INSUFFISANCE DES RESSOURCES FINANCIERES DISPONIBLES POUR L'EQUIPEMENT, L'ARMEMENT, ET LA FORMATION DES CADRES. DES BESOINS AUSSI PRIMORDIAUX QUE LA FOURNITURE DE TISSU POUR LA CONFECTION DES UNIFORMES ETAIENT MALAISES A SATISFAIRE. DANS CES CONDITIONS, TOUTES LES OFFRES QUE NOUS SERIONS EN MESURE DE FORMULER SERAIENT LES BIEN VENUES.

M. LAANEOTS A EGALEMENT DONNE SON ACCORD DE PRINCIPE, SOUS RESERVE DE L'APPROBATION DES AUTORITES POLITIQUES ESTONIENNES, A UNE ESCALE DANS LE PORT DE TALINN L'ETE PROCHAIN D'UN QU DE PLUSIEURS BATIMENTS DE LA MARINE NATIONALE. (H.F.). SIGNE : HUNTZINGER."

FIN DE CITATION. 041500./.

TUROT

Doc. 11. 19 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Moscou.

*Seu 2 11*

TD MOSCOU 5748

19/12/91 18H24 - 40227

<b>CAD</b>
AMB MINC PTSNC SBPP FCBAC PBJM SSPHC XX EE AD FIN CAD

TD MOSCOU 5748

LE 19 DECEMBRE 1991  
MCOU LE 19/12/91 A 18H24  
MCOU LE 19/12/91 A 18H24

URGENT  
CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE  
NB : FICHE TELEGRAPHIQUE  
AD DIPLOMATIE 5748  
CO TOKYO 401  
CO WASHINGTON 1152  
CO DFRA BRUXELLES 476  
CO LONDRES 1105  
CO DFRA NEW YORK 502  
CO TRESOR PARIS 126  
CO PEKIN 395

CO LA HAYE 120  
CO BONN 1050  
CO RPAN BRUXELLES 696  
CO FSLT KIEV 628  
CO FSLT SAINT PETERSBOURG 632  
CO MINECO PARIS 269  
CO ROME 293

TXT

OBJET : L'ANCIENNE UNION ET LA NOUVELLE COMMUNAUTE A LA VEILLE DU  
''SOMMET'' D'ALMA-ATA (LE 21 DECEMBRE).

1. LA LIQUIDATION DES INSTITUTIONS DE L'URSS EST DESORMAIS ENTREE DANS SA PHASE FINALE.

IL SEMBLE AUJOURD'HUI ACQUIS QUE LA TOTALITE DES INSTITUTIONS DE L'ANCIENNE UNION AURONT DISPARU AU PLUS TARD A LA MI-JANVIER 1992. M VOCHTCHANOV, PORTE-PAROLE DU PRESIDENT RUSSE, RENDANT COMPTE D'UN ENTRETIEN, LE 17 DECEMBRE, ENTRE MM. ELTSYNE ET GORBATCHEV, FAISAIT AINSI ETAT DE LEUR DECISION DE METTRE UN TERME A L'EXISTENCE DES STRUCTURES DE L'URSS, ''D'UN COMMUN ACCORD, AVANT LA FIN DE L'ANNEE''.

M GORBATCHEV LUI-MEME A PRIS LE PARTI DE NE PLUS INTERVENIR, POUR L'ESSENTIEL, QUE POUR ASSURER LA STABILITE ET DEFENDRE LE RESPECT DE LA CONSTITUTIONNALITE ET DE LA CONTINUTE JURIDIQUE DANS LE PASSAGE DE L'URSS A LA ''COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS'' (C.E.I.). C'EST EN CE SENS QU'IL A ADRESSE, LE 18 DECEMBRE, UN MESSAGE AUX DIRIGEANTS DES REPUBLIQUES DE L'ANCIENNE UNION, DANS LA PERSPECTIVE DE LA REUNION D'ALMA-ATA DU 21 DECEMBRE (CF MON TD 5696), METTANT PARTICULIEREMENT L'ACCENT SUR :

- L'IMPORTANCE D'UNE RATIFICATION DE L'ACCORD SUR LA NOUVELLE COMMUNAUTE PAR LES PARLEMENTS DE TOUTES LES REPUBLIQUES CONCERNEES.,
- LA CREATION, AU SEIN DE LA COMMUNAUTE, D'UNE STRUCTURE CAPABLE D'ASSURER UN MINIMUM DE COORDINATION (ET NON PUREMENT CONSULTATIVE).
- LA NECESSITE, POUR LES PARTICIPANTS AU SOMMET D'ALMA-ATA DE DEFINIR CLAIEMENT LES MODALITES DE LA SUCCESSION D'ETAT ET DE LA REPRISE DES ACCORDS INTERNATIONAUX SIGNES PAR L'URSS (AU NOMBRE DE 15000).,
- LA DEMANDE D'UNE DERNIERE CONVOCATION DU SOVIET SUPREME DE L'UNION QUI PERMETTE D'ANNONCER ''DE FACON CIVILISEE'' LE TRANSFERT DES FONCTIONS DU PARLEMENT A UNE NOUVELLE STRUCTURE REPRESENTATIVE A CARACTERE INTER-ETATIQUE, COMME LE PROPOSAIT DEJA IL Y A UNE SEMAINE M SOBTCHAK (CF MON TD 5655).

CETTE PROPOSITION N'A QUE PEU DE CHANCES D'ABOUTIR, LES AUTORITES RUSSES AYANT DEJA VOULU, UNILATERALEMENT, CONSACRER LA DISPARITION DU SOVIET SUPREME DE L'UNION, PAR UNE RESOLUTION DU PRESIDUM DU SOVIET SUPREME DE LA RSFSR PROCLAMANT LE TRANSFERT SOUS JURIDICTION RUSSE DE TOUT LE PATRIMOINE DU PARLEMENT FEDERAL, Y COMPRIS LES BATIMENTS DU KREMLIN. UNE COMMISSION COPRESIDEE PAR M RIABOV, PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES REPUELIQUES AU PARLEMENT RUSSE, ET M. LOUBIENTCHENKO, PRESIDENT DU CONSEIL DE L'UNION AU PARLEMENT SOVIETIQUE, A ETE CHARGEE, LE 17 DECEMBRE, DE ''LA LIQUIDATION DU SOVIET SUPREME DE L'UNION''.

LE DECRET D'ELTSYNE SUPPRIMANT LE MID DE L'URSS A COMPTER DE CE JOUR VIENT D'ETRE RENDU PUBLIC.

2. L'AVENIR DE LA ''COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS'', DEVRAIT SE JOUER, DANS UNE LARGE MESURE, LORS DE LA REUNION AU SOMMET DES DIRIGEANTS DES REPUBLIQUES, LE 21

DECEMBRE, A ALMA-ATA.

LE PORTE-PAROLE DU PRESIDENT NAZARBAIEV, HOTE DE CETTE RENCONTRE, FAIT ETAT DE LA PRESENCE ANNONCEE, SAMEDI PROCHAIN, A ALMA ATA DE RESPONSABLES DE ===NEUF REPUBLIQUES=== : OUTRE LES CINQ REPUBLIQUES A L'ORIGINE DE CETTE RENCONTRE (KAZAKHSTAN, OUBBEKISTAN, KIRGHIZSTAN, TADJIKISTAN, TURKMENISTAN), IL S'AGIT DE LA RUSSIE, DE LA BIELORUSSIE, DE L'UKRAINE ET DE L'ARMENIE. M KARIMOV POURRAIT CE PENDANT ATTENDRE LES ELECTIONS AU SUFFRAGE UNIVERSEL EN OUBBEKISTAN LE 29 DECEMBRE, AVANT DE SOUSCRIRE FORMELLEMENT AUX ACCORDS QUI SERAIENT CONCLUS A ALMA-ATA.

DE SURCROIT, UNE PARTICIPATION DE LA MOLDAVIE SERAIT ENCORE POSSIBLE. PARMIS LES ABSENTS, L'AZERBAIDJAN, DONT LE PARLEMENT A APPROUVE DANS SON PRINCIPE LA CREATION DE LA C.E.I., LE 12 DECEMBRE, N'ENTEND PRENDRE AUCUN ENGAGEMENT AVANT LE REFERENDUM SUR SON INDEPENDANCE, EGALEMENT PREVU LE 29 DECEMBRE.

TEL QU'IL RESSORT DES DIFFERENTES DECLARATIONS, ===L'ORDRE DU JOUR DE LA REUNION=== DEVRAIT PORTER ESSENTIELLEMENT SUR LES POINTS SUIVANTS :

- LA MISE AU POINT D'UN TEXTE D'ACCORD SUR LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS CONCERTE ENTRE TOUS LES PARTENAIRES.

- LA CREATION DES STRUCTURES DE COORDINATION DE LA COMMUNAUTE. (M ELTSYNE A FAIT SAVOIR QU'IL PROPOSERAIT LA CREATION D'UN CONSEIL DES CHEFS D'ETAT, D'UN CONSEIL DES CHEFS DE GOUVERNEMENT ET D'UN CONSEIL DE DEFENSE).,

- L'ORGANISATION DE L'UNION DE DEFENSE, DONT L'ACCORD CONSTITUTIF SERAIT, SELON M ELTSYNE, PRET A LA SIGNATURE (LE MARECHAL CHAPOCHNIKOV SERAIT INVITE DANS LA CAPITALE KAZAKHE POUR PARTICIPER A CES DISCUSSIONS).,

- LE REGLEMENT DES QUESTIONS LIEES A LA SUCCESSION D'ETAT DE L'URSS.

UN CERTAIN NOMBRE DE QUESTIONS RISQUE DE PRETER PARTICULIEREMENT A DISCUSSION :

- S'AGISSANT DU PRINCIPE MEME DE LA RENEGOCIATION DE L'ACCORD DE BREST, EXPLICITEMENT RECLAMEE PAR M NAZARBAIEV, TOUT DEPENDRA SANS DOUTE DE LA NATURE DES AMENDEMENTS PROPOSES PAR LES CINQ REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE, SUR LESQUELS ELLES CONSERVENT LA PLUS GRANDE DISCRETION. NUL DOUTE QUE L'UKRAINE SE MONTRERA LA PLUS VIGILANTE A PRESERVER L'EQUILIBRE OBTENU LE 8 DECEMBRE AVEC SES DEUX PARTENAIRES SLAVES.

- LA QUESTION DES ORGANES DE COORDINATION DANS LE DOMAINE DE L'ECONOMIE FAIT, SEMBLE-T-IL, L'OBJET DE CONCEPTIONS SENSIBLEMENT DIVERGENTES : LES REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE SOUHAITENT LA MISE EN OEUVRE DU TRAITE DE COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET LE MAINTIEN DU COMITE ECONOMIQUE INTER-REPUBLICAIN, QUE LES REPUBLIQUES SLAVES PARAISSENT REJETER (AINSI, LA REUNION DU CONSEIL DES CHEFS DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE, PREVUE LES 18 ET 19 DECEMBRE, VIENT D'ETRE REPORTEE SINE DIE).

- LA QUESTION DU SORT DES ARMEMENTS NUCLEAIRES N'EST PAS REGLEE, LE PRESIDENT NAZARBAIEV AYANT EVOQUE LA POSSIBILITE DU MAINTIEN D'ARMES NUCLEAIRES EN RUSSIE ET AU KAZAKHSTAN (A QUELS DELAIS ?), ALORS QUE LE TRAITE D'UNION DE DEFENSE, TEL QU'EVOQUE PAR M ELTSYNE PREVOIRAIT DE NE LES CONSERVER QU'EN RUSSIE.

- ENFIN, L'APPROCHE BRUTALE PAR LES AUTORITES RUSSSES DE LA QUESTION DE LA SUCCESSION DE L'URSS (DONT TMOIGNENT RECEMMENT LA ''RUSSIFICATION'' DE LA GOSBANK ET DU KREMLIN) NE PEUT QUE SUSCITER L'IRRITATION DE SES PARTENAIRES, SOUCIEUX D'ABOUTIR A UN PARTAGE DU PATRIMOINE DE L'ANCIENNE UNION (LE PARLEMENT BIELORUSSE VIENT D'ADRESSER AUX REPUBLIQUES UN AMENDEMENT EN CE SENS POUR LES RESERVES D'OR, LES BIENS DES MISSIONS DIPLOMATIQUES DE L'URSS A L'ETRANGER, LA GOSBANK, LA MARINE DE GUERRE ET LA MARINE MARCHANDE).

L'EXTENSION DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS A LA GRANDE MAJORITE DES REPUBLIQUES MEMBRES DE L'ANCIENNE UNION DEPEND AUJOURD'HUI DE LA CAPACITE DE LEURS DIRIGEANTS A S'ENTENDRE SUR L'ENSEMBLE DE CES POINTS. IL LEUR FAUDRA COMPTE, DANS LEURS NEGOCIATIONS, AVEC LE POIDS DE LA RUSSIE, AVEC LE SOUCI D'INDEPENDANCE DE L'UKRAINE, MAIS AUSSI AVEC LA SOLIDARITE ETABLIE ENTRE LE KAZAKHSTAN ET LES REPUBLIQUES D'ASIE CENTRALE (ELLES SE SONT ENGAGEES, LE 13 DECEMBRE A ACHKHABAD, A METTRE EN OEUVRE ENTRE ELLES UNE ETROITE COORDINATION EN MATIERE ECONOMIQUE QUI DEVRAIT FAIRE L'OBJET D'UNE REUNION PREVUE LE 23 DECEMBRE A BICHKEK, CAPITALE DU KIRGHIZSTAN).

LA DISPARITE DES INTERETS EN PRESENCE ET, PLUS ENCORE PEUTETRE, LES PROCEDES UNILATERAUX QU'UTILISENT ENTRE EUX LES PROTAGONISTES DU PROCHAIN SOMMET SONT TELS QUE LES CHANCES DE SUCCES APPARAISSENT DANS L'IMMEDIAT BIEN LIMITEES. (NC)./.

DUFOURCQ

Doc. 12. 23 décembre 1991. Télégramme de l'ambassade de France à Budapest.

SU 2 VI

TD BUDAPEST 948

24/12/91 10H53 - 40573

CAD
AMB MINC PTSNC SBPP PCBAC PBJM SSPHC XX CAD

TD BUDAPEST 948

LE 23 DECEMBRE 1991  
FROM LE 24/12/91 A 09H49

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

NB : FT

AD DIPLOMATIE 948

CQ BUCAREST 207

CQ LA HAYE 85

CQ RPAR BRUXELLES 171

CQ PRAQUE 212

CQ VARSOVIE 201

CQ LISBONNE 8

CQ WASHINGTON 187

CQ BELGRADE 209

CQ BONN 207

CQ LONDRES 187

CQ MOSCOU 192

CQ SOFIA 191

CQ VIENNE 212

CQ ROME 101

TXT

OBJET : FONDATION DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS :  
REACTIONS HONGROISES. -

1. - EN L'ABSENCE DE M. JESZENSZKY QUI N'EST PAS ENCORE RENTRE DE BRUXELLES, INTERROGE PAR LA PRESSE SUR SES REACTIONS AUX ACCORDS D'ALMA-ATA, M. KATONA, SECRETAIRE D'ETAT AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, A DECLARE QUE LA DESINTEGRATION DE L'UNION SOVIETIQUE CONFIRMAIT LA POLITIQUE SUIVIE PAR LA HONGRIE DEPUIS L'ETE 1990, DATE A PARTIR DE LAQUELLE BUDAPEST AVAIT COMMENCE A ETABLIR DES RELATIONS DIRECTES AVEC LES REPUBLIQUES SOVIETIQUES. PAR AILLEURS, IL S'EST FELICITE QUE CES ACCORDS, TOUT COMME CEUX DE BREST ET DE MINSK, OFFRAIENT LA PERSPECTIVE D'UNE TRANSITION POLITIQUE PACIFIQUE, CONTRAIREMENT A CE QU'IL EN ETAIT EN YOUGOSLAVIE : ''C'EST UNE UNION D'INTERET QUI ETAIT AINSI MISE EN PLACE ET NON DES ETATS-NATIONS NATIONALISTES PRETS A S'ENTRE-TUER''.

SE MONTRANT PLUS INQUIET SUR LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES, LE SECRETAIRE D'ETAT A INDIQUE QU'AU CAS OU L'OCCIDENT APPORTERAIT UNE AIDE SERIEUSE A LA NOUVELLE COMMUNAUTE, LA HONGRIE SOUHAITERAIT Y PARTICIPER. EN OUTRE, IL A EXPRIME LE SOUHAIT QUE LA RUTHENIE SUBCARPATHIQUE, SUSCEPTIBLE D'ACQUERIR L'AUTONOMIE PAR REFERENDUM, PUISSE CONSTITUER UNE ZONE ECONOMIQUE PARTICULIERE QUI POURRAIT REPRESENTER UN LIEN CULTUREL ET COMMERCIAL ENTRE L'EUROPE, L'UKRAINE ET LA RUSSIE.

ENFIN, IL A PRECISE QUE LE GOUVERNEMENT AVAIT DONNE MANDAT AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES POUR PREPARER L'ETABLISSEMENT DE RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES NOUVEAUX ETATS. A CET EGARD, IL A TOUTEFOIS SOULIGNE QUE, POUR DES RAISONS D'ORDRE ECONOMIQUE, LE NOMBRE DE POSTES D'AMBASSADEUR QUI SERAIENT EFFECTIVEMENT CREES RESTERAIT LIMITE. CETTE QUESTION SERAIT ETUDIEE ''AVEC LES PLUS GRANDES PRECAUTIONS AFIN QUE SOIENT MENAGEES LES SUSCEPTIBILITES''. IL A EN OUTRE INDIQUE QU'A SON AVIS, L'ATTRIBUTION A LA RUSSIE DU SIEGE DE MEMBRE PERMANENT DE L'UNION SOVIETIQUE AU CONSEIL DE SECURITE ''EVITERAIT DE NOMBREUX DEBATS INUTILES''.

2. - SAMEDI DERNIER, M. ABOIMOV, AMBASSADEUR D'URSS, AVAIT DEMANDE A ETRE RECU PAR M. KATONA. IL LUI AVAIT ANNONCE QUE L'AMBASSADE D'UNION SOVIETIQUE A BUDAPEST SERAIT DESORMAIS L'AMBASSADE DE RUSSIE, CAR ELLE VENAIT DE PASSER SOUS L'AUTORITE DU MINISTERE RUSSE DES AFFAIRES ETRANGERES.

3. - LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES ONT ACCUEILLI FAVORABLEMENT LA NOUVELLE DE LA FONDATION DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS. AU NOM DE L'ALLIANCE DES DEMOCRATES LIBRES, M. SZENT IVANYI, DEPUTE, RESPONSABLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DE CE PARTI, A EMIS L'ESPOIR QUE CETTE NOUVELLE COMMUNAUTE CONSTITUE UN CADRE PERMETTANT DE GERER LES CONFLITS REGIONAUX ET INTER-ETHNIQUES. PAR AILLEURS, SOULIGNANT QUE LES CHANGEMENTS S'ETAIENT FAITS SANS VIOLENCE ET PAR LA SEULE VOLONTE DES REPUBLIQUES CONCERNEES, IL A RECONNU A M. GORBATCHOV UN ROLE D'EMINENT POLITICIEN. M. ROCKENBAUER (FEDERATION DES JEUNES DEMOCRATES), MEMBRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES, A RAPPELE QUE LA CHUTE DE M. GORBATCHEV ETAIT INEVITABLE APRES LA TENTATIVE DE PUTSCH DE L'ETE DERNIER. ENFIN, IL A PRESENTE LA

SITUATION ACTUELLE DE L'EX-UNION SOVIETIQUE COMME DEMEURANT ''PASSABLEMENT CHAOTIQUE'' EN RAISON DES TENSIONS ETHNIQUES.

4. - LES REACTIONS DE LA PRESSE N'APPARAISSENT GUERE ELOIGNEES DE CELLES DES PARTIS. LE ''MAGYAR NEMZET (LIBERAL)'' RELEVE TOUT PARTICULIEREMENT LE ROLE DE L'UKRAINE QUI, PARCE QU'ELLE ASPIRAIT A L'INDEPENDANCE, AURAIT ETE A L'ORIGINE DU PROCESSUS MENANT A LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS. ELLE AURAIT EN EFFET PERMIS D'EVITER LE TRANSFERT INTEGRAL DU POUVOIR SOVIETIQUE ENTRE LES MAINS DE M. ELTSINE. LE ''NEPSZABADSAG (SOCIALISTE)'' SE REJOUIT DE CE QUE LA SOLIDARITE EXISTANT ENTRE LES DIFFERENTES REPUBLIQUES SOVIETIQUES LES AIT EMPECHEES DE RPRES TOUT LIEN ENTRE ELLES. IL EXPRIME LE SOUHAIIT QUE LA COMMUNAUTE NOUVELLEMENT INSTITUTEE SURVIVE AUX ANTAGONISMES ETHNIQUES. ENFIN, LE ''NEPSZAVA (JOURNAL DES SYNDICATS)'', SOULIGNANT LES REACTIONS TRES POSITIVES DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AUX ACCORDS D'ALMA-ATA, SE MONTRE CEPENDANT INQUIET DES NOMBREUSES INCONNUES QUI RESTENT QUANT AU FONCTIONNEMENT DE LA NOUVELLE INSTITUTION. IL RELEVE A CET EGARD L'ATTITUDE DES PAYS OCCIDENTAUX, QUI SEMBLent MOINS A L'AISE AVEC UNE RUSSIE CANDIDATE A L'OTAN QU'AVEC L'ANCIENNE UNION SOVIETIQUE, ETAT ENNEMI, MAIS DONT ON CONNAISSAIT AU MOINS LES REGLES DE CONDUITE. IL SOULIGNE TOUTEFOIS QUE LA COHESION TROUVEE PAR LES DIFFERENTES REPUBLIQUES APPARAIT DEJA COMME UN RESULTAT INESPERE. (PV)./.

LAFOSSE

Doc. 13. Carte de l'URSS en 1991 (CIA, wikimedia commons).



Doc. 14. Carte de la CEI en 1994 (CIA, wikimedia commons).

